N.º 18

Secreto do B.B.

Ill.mo e Ex.mo S.r

E

Estando concluida a impressaõ do Protes
to que fizemos contra a Usurpaçaõ da Corôa de
Portugal; e havendo nós dado ao Conde de
Beduerepaire as Instrucçoens precisas para o
bom desempenho da commissaõ de que o encarre-
gamos, aproveitamos a occasiaõ que se nos of-
ferece de hum portador seguro, o Ulsres Joze
Bonifacio Caldeira que passa a esse Capi-
tal em hum dos Paquetes de Liverpool, para
anticiparmos a Sua Magestade Imperial o
conhecimento de ambas estas. ——

Redigindo a 1.ª dellas, fizemos escolha
de todos os argumentos que nos pareceraõ mais
vigorosos para refutarmos os perfidos sophismas
sobre que se tem fundado a Seita usurpado-
ra contra os Inconstestaveis Direitos de Nos-
so Augusto Amo á Corôa de Portugal,
Tratando a 2.ª tomamos todas as medidas

que nos parecerão convenientes para o fim de con-
ciliarmos a neutralidade do Brasil com os bons
officios que devemos prestar á causa da Le-
gitimidade: e dar-nos-hemos por muito felizes,
se huma e outra das mencionadas peças me-
recerem a plena Approvação do Mesmo
Senhor.

Nesta esperança pedimos desde já á
Sua Magestade Imperial, que Se digne de
rectificar, por hum Diploma Seu, o exigido
Protesto; porque este expediente he mais con-
sentaneo com a Sua Dignidade, e Lhe
poupa o dissabor de advogar a Sua propria
causa em huma contestação tão affectiva
para o Seu Coração.

Alem disto annunciaremos á Sua "
Magestade Imperial, que a tentativa que fize-
mos de concerto com o Marquez de Palmella

para com o Ministerio Francez, pelo interme-
dio do Conde Boy de de Neuville, promette
melhor resultado: porque nos consta que
dito Ministerio, que he adverso ao partido a-
postolico, não somente poz termo á Côrte de Ma-
drid o embarque das Tropas da Legitimida-
de, mas tambem pretendia mandar Navios
para o seu transporte. —

Sabemos tambem que o objecto da missão
de Lord Strangford he o mesmo que suppu-
nhamos, e de que informamos Sua Magestade
Imperial nos nossos Officios precedentes. —
Este Governo communicou-o aos das outras
Grandes Potencias, para que ellas hajão de
apoiar, pelos seus Ministros residentes nessa
Côrte, a dita missão, e assim acontecerá. —
Porem nem esta collectiva suggestão, nem a
ameaça do reconhecimento da usurpação

que o dito Lord vai authorisado a fazer, na ultima extremidade, não influirão sobre o Animo do Nosso Augusto Amo, e nem impellil-o-hão á huma condescendencia tão manifestamente incompativel com o Seu Decoro Pessoal. Por maior que seja o desejo que tem o Ministerio actual de reconhecer a usurpação, não ousará fazel-o sem ceder; e se o fizer, cahirá coberto de opprobrio, e será objecto da publica execração; porque o publico Inglez está indignado contra a perfidia, e as atrocidades do Governo Usurpador.

Deos Guarde a V. Ex.ª Londres em 12 de Agosto de 1823.

Illmo e Exmo Sr. Marquez de Aracaty

P. S. A manhã parte para Genova hum de nós, o Marquez de Rezende.

Marquez de Rezende.

Visconde de Itabayana

PROTESTATION

DES PLÉNIPOTENTIAIRES DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU BRÉSIL CONTRE L'USURPATION QUI VIENT DE LUI ÊTRE FAITE DE LA COURONNE DU PORTUGAL.

Londres, ce 8 Août, 1828.

QUAND nous avons adressé le 24 Mai dernier une Protestation formelle à la Nation Portugaise contre ;

1° Toute violation des Droits Héréditaires de Sa dite Majesté Impériale et de son Auguste Fille ;

2° L'Abolition des Institutions octroyées librement par ce Monarque et légalement établies en Portugal ;

3° La Convocation illégale et insidieuse des anciens Etats de ce Royaume, qui avaient cessé d'exister par l'effet d'une très-longue prescription et par suite des Institutions précitées ;

nous conservions encore la flatteuse espérance de ce que l'horrible attentat, dont ces actes ont été le prélude, ne serait point accompli ; et nous aimions à croire que l'attitude menaçante qu'avaient prise les Ministres des Cours Etrangères résidants à Lisbonne, ainsi que les efforts d'une partie de la brave armée Portugaise, pourraient arrêter les complots de la faction parjure et rebelle, et empêcher l'accomplissement d'une usurpation qui devait être féconde en malheurs, et attaquait le principe sacré de la légitimité en Europe.

Tous les cœurs généreux, qui abhorrent la trahison et le parjure, avaient conçu les mêmes espérances : mais, ni les remontrances des Puissances les plus intéressées au bonheur du Portugal, ni la noble résistance qui ont opposé dans ce Royaume les amis de la légitimité et tous ceux qui apprécient la religion du serment n'ont pu mettre un frein à la fureur d'une faction qui était irrévocablement décidée à consommer le crime de l'usurpation qu'elle avait prémédité.

Par des acclamations populaires, des destitutions violentes, des imprisonnements inombrables, des proscriptions révoltantes, des séductions et des menées occultes, ainsi que par toutes sortes de moyens odieux et reprouvés, cette faction s'est frayé la route qui devait la mener au but criminel qu'elle s'était proposé ; et sa marche a été si rapide, que l'œuvre de l'usurpation n'a pas tardé à être achevée, au scandale de toutes les Puissances de l'Europe, qui, d'avance, l'avaient frappée d'un formel anathème.

Le 23 Juin dernier, on a vu s'installer à Lisbonne les soi-disant Trois-Etats du Royaume, qui n'étaient dans le fait qu'une assemblée des complices de cette exécrable faction, et tout étant préparé de longue date pour cette scandaleuse cérémonie, on a commencé par proposer de suite la question de savoir " *Si la Couronne du* " *Portugal aurait dû, à la mort de S. M. le Roi Jean VI., passé à son Fils aîné, l'Empereur du Brésil et* " *Prince Royal du Portugal, ou bien à son Fils cadet, l'Infant Dom Michel.*"

A la suite de cette proposition, on a récité une harangue misérable et insidieuse en faveur des droits de S. A. à la succession de cette Couronne, et contre ceux de l'Empereur, Notre Auguste Maître, qu'on a osé présenter comme un Prince étranger, et déchu de son droit de primogéniture, par le fait de son avènement au trône du Brésil avant la mort de son Père.

Dans ce tribunal de l'injustice et de l'usurpation, personne n'a élevé la voix en faveur de la cause de la légitimité, qui est celle de S. M. I. l'Empereur du Brésil, et Roi de Portugal. Cette honorable défense appartenait, de droit, au Procureur de la Couronne ; mais il n'a pas été invité à la remplir : ce qui prouve qu'il n'était pas du nombre des complices.

L'unanimité était donc si complette parmi les conjurés, qui se décoraient du titre incompétent de Trois-Etats, qu'ils auraient pu décider la question, séance tenante ; mais pour mieux en imposer à la Nation Portugaise, ainsi qu'a toutes celles des Deux Mondes, ils ont préféré de le faire après quelques jours d'une délibération illusoire, et le 28 Juin, ils ont présenté effectivement au Chef du Gouvernement illégitime établi à Lisbonne le résultat de leur odieuse trame, c'est à-dire, leurs vœux criminels et unanimes en faveur de l'usurpation qu'ils étaient appelés à sanctionner ; et qui, malheureusement, s'est accomplie à Lisbonne le 1er Juillet dernier ; jour dont la mémoire sera à jamais déplorable dans les annales du Portugal par les suites désastreuses que ne peut manquer d'amener ce funeste évènement.

Trompés dans notre attente, nous nous trouvons aujourd'hui dans l'impérieuse, et pénible nécessité de dévoiler aux yeux des nations des deux hémispheres toute la perfidie des actes ci-dessus mentionnés, ainsi que la fausseté des argumens produits contre les Droits incontestables et reconnus de Notre Auguste Maître, l'Empereur du Brésil et Prince Royal du Portugal, à la Couronne de ce Royaume, au moment du décès du Roi, son Père.

Nous savons (et tous les publicistes le disent) qu'à l'extinction de la ligne directe et légitime d'une dynastie règnante, et quand, dans les lignes collatérales, se présentent à la succession de la Couronne vacante plusieurs prétendans dont les droits personnels sont douteux, il appartient aux autorités supérieures de l'Etat de décider cette importante question nationale, et l'histoire même du Portugal nous en fournit deux exemples ; l'un à la mort du Roi Dom Ferdinand, et l'autre au moment où la Nation Portugaise, en secouant le joug intolérable de l'Espagne, a porté au trône l'Auguste Maison de Bragança.

Mais, comme une telle question ne peut pas avoir lieu, quand la succession d'une Couronne s'opère par le droit de primogéniture (et tel est le cas de celle du Portugal rélativement à S. M. l'Empereur du Brésil, Fils aîné de S. M. le Roi Jean VI. qui, d'ailleurs, a été reconnu, et par son propre Père et par toutes les Puissances de l'Europe, en qualité de Prince Royal du Portugal, avant et après le partage qui a été fait par un Traité solemnel de la Couronne Portugaise entre Leurs dites Majestés) les Droits Héréditaires de Notre Auguste Maître ne pouvaient être révoqués en doute, à l'occasion du décès du Roi, son Pere ; et ils ne le furent point.

Avant même d'apprendre à Rio de Janeiro la triste nouvelle de l'ouverture de cette précieuse succession, S. M. I. avait été proclamé Roi en Portugal, et immédiatement reconnu, dans cette qualité, par tous les Souverains et Gouvernements de l'Europe.

Cette Proclamation et cette reconnaissance spontanées et formelles présentent un titre si irréfragable et si solemnel de la légitimité des Droits Héréditaires de S. M. l'Empereur du Brésil à la Couronne du Portugal, que nous pourrions nous borner à l'opposer à la faction usurpatrice, qui a osé braver l'opinion unanime des Puissances de l'Europe et de la majorité de la Nation Portugaise.

Mais nous ne nous bornerons pas à cette allégation. Nous ferons plus ; nous combattrons les deux argumens dont cette faction perfide s'est prévalue pour attaquer des Droits si incontestables.

1° *Celui d'une ancienne loi faite aux Cortès de Lamego, dont nous transcrivons les propres termes.* " *Sit ita in sempiternum, quod prima filia regis recipiat maritum de Portugale, ut non veniat regnum ad* " *extraneos et si cubaverit cum principe extraneo, non sit regina, quia nunquam volumus nostrum regnum* " *ire fore Portugalibus, qui reges fecerunt sine adjutorio alieno, per suam fortitudinem.*"

En altérant le sens de cette loi (dont l'existence est d'ailleurs très-douteuse, mais que nous admettrons volontiers) la faction usurpatrice suppose, que, par son avénement au trône du Brésil, S. M. I. a perdu sa qualité de Prince Portugais, et est devenu, par là, inhabile à succéder à la Couronne du Portugal, aprés la mort de son Pére.

La fausse application de cette loi est évidente. Cette loi défend aux Reines du Portugal d'épouser un Prince étranger de naissance ; mais elle n'empêche point les Princes Portugais d'acquérir la Couronne d'un autre Etat, ni de succéder à celle du Portugal après avoir acquis une autre souveraineté ; et l'histoire même du Portugal en fournit la preuve. Le Roi Dom Alphonse III., qui était Prince Portugais et possesseur du Comté de Bologne, a succédé à son Frére le Roi Sanche II., en conservant toujours la souveraineté de Bologne. Le Roi Alphonse V. porta avec la Couronne de Portugal celle de Castille et de Léon. Et le Roi Dom Emmanuel a réuni sur sa tête les Couronnes de Portugal, de Castille, de Léon, et d'Aragon.

Et puisque cette Loi n'a pas exclu jadis le Comte de Bologne, Dom Alphonse, de la succession à la Couronne du Portugal, elle ne pouvait pas non plus exclure maintenant S. M. l'Empereur du Brésil et Prince Royal du Portugal de cette même succession.

2° *Celui d'une Loi postérieurement faite, le* 12 *Septembre*, 1642, *par le Roi Jean IV., sur la demande des Trois-Etats, et portant ratification de celle de Lamego. Il est dit dans cette seconde Loi,* " *Que le successeur* " *de la Couronne devra être un Prince né en Portugal, et qu'aucun Prince Etranger de naissance, quelque* " *proche parent qu'il soit du Roi, ne pourra jamais lui succéder.*"

Or, comme cette exclusion concerne uniquement les Princes nés dans un pays étranger, il est clair qu'elle ne peut être applicable à S. M. I., qui est né en Portugal. De plus, comme ni l'une ni l'autre de ces loix n'ont prévu le cas du partage de la Couronne de la Monarchie Portugaise par un accord solemnel entre le Roi et son légitime hérétier et successeur (ce qui est arrivé pour la première fois en Portugal, entre S. M. le Roi Jean VI. et son Fils aîné, le Prince Royal Dom Pédro) ces loix, nous le répétons, ne pourraient pas être appliquées au cas dont il s'agit.

En ratifiant le Traité du 29 Août, 1825, par lequel s'est opéré le partage mentionné, S. M. le Roi Jean VI. a promulgué, le 15 Novembre, 1825, une Loi et Edit perpétuel, dans lequel il reconnaît son Fils aîné, l'Empereur du Brésil, en sa qualité de Prince Royal du Portugal, et rappelle expressément toutes les Loix, Usages, Réglements et Arrêtés des Cortès, qui seraient contraires à la disposition de cette Loi.

Pour un cas imprévu et nouveau il fallait nécessairement une nouvelle Loi.

Et comme l'autorité de S. M. le Roi Jean VI. était aussi pleine et illimitée que celle de son Auguste Prédécesseur, le Roi Jean IV., la Loi du 15 Novembre, 1825 (publiée par suite d'un Traité, qui est un pacte sacré et inviolable, et une loi suprême parmi toutes les Nations civilisées), est devenue pour le Brésil et le Portugal une loi fondamentale, et est la seule qui devait régler, comme elle l'a fait, la succession de la Couronne du Portugal, au moment où le trône est devenu vacant.

Ayant ainsi mis en toute évidence l'illégalité de la décision des soi-disant Trois-Etats du Royaume, ainsi que la fausseté des argumens par eux allégués en faveur de l'usurpation, il ne nous reste plus qu'à remplir un douloureux et honorable devoir, celui de protester, comme nous protestons, hautement en face de l'univers, contre l'usurpation de la Couronne du Portugal, qui vient d'être faite à S. M. l'Empereur du Brésil et Roi légitime du dit Royaume, ainsi qu'à sa Fille bien aimée, Dona Maria da Gloria ; et nous confions cette Protestation solemnelle à la Toute-Puissance de l'Arbitre Suprême des Empires et à la Justice de tous les Souverains de l'Europe.

Fait à Londres, ce 8 *Août*, 1828.

(Signé) LE MARQUIZ DE RESENDE.
LE VICOMTE D'ITABAYANA.

De l'Imprimerie de T. BRETTELL, *Rupert Street, Haymarket, Londres.*

Instrucções dadas ao Conde de Beaurepaire, Commandante da Fragata Izabel, para ir a Ilha Terceira, e a da Madeira, pelos Plenipotenciarios Brasileiros na Europa

Ill.mo Sr. = Quando no mez de Maio p.p. convidamos a V.S.a a vir do Porto de Genova ao de Falmouth, tinhamos em vista hum objecto differente daquelle que óra nos occupa; porem havendo a usurpação feito rapidos e desastrosos progressos em Portugal; e tendo a Embaixada de S. M. o Senhor Rey Dom Pedro 4.o na Côrte de Londres não sómente reclamado a nossa cooperação Official na defesa que ha emprehendido dos Direitos Incontestaveis do Mesmo Senhor, mas tambem sollicitado a prestação da Fragata, Izabel, para o fim de transportar á Ilha Terceira, e á da Madeira alguns Officiaes Portuguezes, e soccorros que devem ser expedidos para as ditas Ilhas, afim de se poderem conservar debaixo da benefica dominação de El-Rey o Senhor Dom Pedro 4.o, e repellir qualquer aggressão por parte do Governo Usurpador annuimos de bom grado á este pedido por ser compativel com o estado de neutralidade em que consideramos e tratamos de manter o Brasil, até que nos seja conhecida a resolução tomada por S. M. I. á este respeito. — Depois esta commissão que vamos confiar a descripção, Zelo e denodo de V.S.a na firme persuasão de que V.S.a folgará muito de contribuir para a sustentação dos Direitos do Imperador, Nosso Augusto, que tão perfida e atrozmente acabão de ser violados em Portugal: e como hoje mesmo chegou á esta Capital a noticia de ter o Governo Usurpador mandado bloquear o Porto

de

Funchal na Ilha da Madeira, e de estar aprompturando huma expedição de 1.400 contra a referida Ilha, tracaremos a V. S.ª a marcha que deverá seguir, em ordem a conciliar a neutralidade do Brasil com os innocentes bons officios que a Dignidade do Imperio exige que prestemos aos subditos fieis do Senhor Dom Pedro 4.º para que não sejão victimas da ferocidade do mencionado Governo usurpador. Principiaremos por declarar a V. S.ª, que não reconhecemos por legitimo hum bloqueio mandado fazer por huma authoridade illegitima; e que estamos persuadidos, de que as Potencias da Europa, e mesmo esta que tem a triste celebridade de haver sido a unica que reconheceo o bloqueio da Barra do Douro, não se submetterão á hum tão escandaloso abuso da força, e á huma tão affrontosa violação dos principios do Direito Maritimo da Europa. Isto não obstante devemos tratar de evitar questões a este respeito, e fa-lo-hemos, tomando as medidas preventivas que indicaremos neste mesmo Officio á V. S.ª — Sahindo pois com a partida da Fragata no dia 15 do corrente, depois de haver recebido ao seu bordo os Passageiros, e artigos especificados nos Officios que lhe tem dirigido hum de nós, o Visconde de Itabayana, dirija-se V. S.ª a Ilha Terceira para ali desembarcar aquelles Officiaes, e objectos, que a sobredita Embaixada expede para aquella Ilha, e serão designados a V. S.ª em officio separado. — Chegando ali tomará todas as medidas convenientes para a segurança da Fragata, e honra do seu Pavilhão; e circumstancias estar a Ilha debaixo da Authoridade de El-Rey o Senhor

Dom Pedro 4.º, dirija-se V. S.ª ao respectivo Governo, comprimen-
te-o; trate de incitar o seu enthusiasmo para que elle permane-
ça fiel, e ponha no devido estado de defesa contra ostentati-
vas do Governo Usurpador tanto aquella Ilha, como as outras
que lhe são subordinadas; e esperance-o de que o Mesmo
Augusto Senhor lhe prestara todo o possivel apoio, e protecção.

He bem de suppor que as ditas Ilhas estejão destituidas
de municões e meios pecuniarios, e como o Exmo. Marquez de
Palmella não deixará de prover este caso, e de providenciar
sobre elle, permittindo, ou talvez, a prestação de algum ar-
mamento, e de algum dinheiro, V. S.ª não fará entrega de
nenhum destes artigos senão á vista de Officios do referido
Embaixador, e mediante a formalidade de hum recibo
passado por authoridade competente. - Se durante a
sua estada no Porto da referida Ilha, encontrar V. S.ª
alguma embarcação Portugueza, trate-a como amiga,
e busque fraternisar com a Officialidade, para ver se póde
indusi-la á abandonar o partido da usurpação, e á
seguir o da Legitimidade. - Este jogo não he muito facil:
mas o quito, e a destreza de alguns officiaes muitas difficuldades
Apresentando os horrores da guerra civil, póde V. S.ª in-
citar a fidelidade sufocada dessa Officialidade; e isso
já não he pouco. - Ostente sempre neutralidade, e modera-
ção; e trate de tirar disso todo o possivel partido á bem
da causa da Legitimidade. - Bom será que nesse
Porto tome V. S.ª alguns Marinheiros, seja para o fim de
supprir os Inglezes que quizerem largar o serviço do
Imperio, seja para o fim de poder ministrar ao Gover-
dor

Governador da Madeira alguns Marinheiros dessa Fraga-
ta, de que elle necessite para o serviço das baterias, e fortale-
zas da Ilha. — Isto porem deverá ser logar, se V.S.ª o hou-
ver por conveniente, e não resultar augmento de despeza
para o Imperio. — Concluida assim esta 1.ª parte de
sua commissão, passará V.S.ª a desempenhar a 2.ª, se-
guindo viagem para a Ilha da Madeira; e como
convem a evitarmos questões sobre a legalidade do
bloqueio, dirija-se V.S.ª aos Portos de Santa Cruz e
Machico, que não estão declarados bloqueiados/co-
mo V.S.ª verá do Aviso incluso da Junta do Commercio
de Lisboa, e em hum ou outro desses Portos desembar-
que os Passageiros, e os artigos que leva, huma vez que
saiba que a Ilha não succumbio a aggressão do Gover-
no Usurpador. — Feito este desembarque trate de avis-
tar-se com o benemerito Governador e Capitão General,
o Ex.mo José Lucio Travassos Valdez, sobre o auxilio
que V.S.ª lhe deverá prestar sem violação manifesta
da neutralidade que V.S.ª deve ostentar. — Quando
V.S.ª alli chegar já lá estarão 2 Fragatas Inglezas
que para lá foram expedidas: e informando-se primei-
ro do que terá occorrido entre ellas e a Esquadrilha da
Usurpação, passe a ver os Commandantes Inglezes
para conhecer os seus designios, e se elles se houverem de cla-
rado contra o bloqueio, manifeste tambem a sua opi-
nião, tendo a precaução de conservar-se em tal atti-
tude, que não pareça obrar nem por conselho nem por
influencia delles. — Tambem recommendamos a

á V.S.ª que haja de avistar-se com a officialidade da referida Esquadrilha, e de ganhar-lhe, se possivel fôr, a confiança para a induzir a abandonar o partido da usurpação, e ir abraçar o da Legitimidade. Sobre este manejo entenda-se com o Governador e Capitão General; e não deixe de fazer, com a devida segurança, alguma tentativa neste sentido. — Parece-nos melhor que a Fragata se conserve no Porto de Machico, e ali permaneça para prestar auxilio aos subditos fieis de El-Rey o Senhor Dom Pedro 4.º; fazendo V.S.ª o papel de medianeiro entre elles, e os seus inimigos e aggressores, e recebendo-os ao seu bordo no caso em que alli aconteça algum desastre. Custa-nos suppor que a Esquadrilha da usurpação attente contra a Fragata Imperial, mormente permanecendo ella no Porto de Machico: porem se ella fôr attacada, sustente V.S.ª a honra do Pavilhão Imperial, e repulse a aggressão com todo o possivel vigor. — Se ao tempo da sua chegada á Madeira, estiver a Ilha debaixo da obediencia do Governo da Usurpação (o que Deos não permitta) regresse V.S.ª á Ilha da Terceira, e alli desembarque as Pessoas, e armamento que tiver ao seu bordo, para que a dita Ilha tenha meios de defesa, conservando-se naquelle Porto para auxiliar as respectivas authoridades. — Continuando a estar por acaso da sua estada no Porto de Machico, ou Funchal, previniremos á V.S.ª, de que a Fragata será seguida pela Náo Ingleza de Scoth Loughman Benfield, &c.ª; e como esperamos que a Fragata não se

demore ali mais de 2 mezes, isto he, até o meio do mez de Outubro, pedimos á V.S.ª que se limite a despeza estrictamente indispensavel, e ái pagar unicamente huma parte dos soldos e soldada dos vencidos: porque no momento actual, naõ póde a Legaçaõ do Brasil em Londres faser grandes desembolços. Durante esta Commissaõ deverá haver huma correspondencia Official entre a dita Legaçaõ e V.S.ª, para que se possa melhor obter o objecto da mesma commissaõ: e he tudo quanto nos cumpre dizer á V.S.ª Para seu governo no desempenho della, que esperamos seja o mais satisfactorio, porque assaz conhecido e provado he o prestimo de V.S.ª, e o seu zelo em tudo que he relativo ao serviço do Nosso Magnanimo Imperador, e do Imperio. — Deos Guarde a V.S.ª — Londres em 12 de Agosto de 1828 — Assignados/ Marquez de Rezende = Visconde de Itabayana Ill.mo S.r Conde de Beaurepaire, Commandante da Fragata Izabel. —

Está conforme

J. J. Lisboa